

Loi confortant les principes de la République : Syndicats et associations vent debout face "une loi qui remet en cause les libertés publiques"



Loi confortant les principes de la République : Syndicats et associations vent debout face "une loi qui remet en cause les libertés publiques"

A l'issue de l'audience de ce vendredi 4 juin en matinée avec le préfet du Gers, les représentants syndicaux, CGT 32, Solidaires 32, FSU 32, et Libre pensée du Gers, ont rendu public leurs entretiens lors d'une conférence de presse. Il s'agissait pour ces derniers d'exprimer leurs refus sur le projet de loi « confortant le respect des principes de la République ». Une loi que refusent les syndicats et les associations laquelle « limite les libertés publiques et menace les libertés associatives et syndicales ».

Éric Cantarutti, CGT 32, rappelle « que pour la venue du premier ministre, Jean Castex, toute manifestation a été interdite autour du Mouzon à Auch alors qu'il n'y a jamais eu dans le Gers le moindre débordement ». Et ce dernier d'affirmer « pourquoi sacrifier les principes de notre démocratie et la liberté d'expression sinon pour fragiliser cette liberté d'informer et de manifester ».

Pierre Wiard, Solidaires 32, est convaincu « que cette loi liberticide propose des mesures souvent imprécises ou largement disproportionnées, ouvrant le droit à l'arbitraire est dangereuse pour le respect des libertés fondamentales. La liberté de conscience et de conviction et la liberté associative sont visées en mettant sous surveillance les idées. En ce sens, elle orchestre le séparatisme qu'elle prétend combattre ».

Jean-Marc Laborde, Libre pensée du Gers, affirme que « tous les syndicats y compris ceux de la magistrature et les associations se regroupent dans un collectif car il y a le feu dans les institutions républicaines, une dérive autoritaire du pouvoir exécutif. L'état d'exception va rentrer dans le droit commun ».

Betty Jean Dit Tessier, FSU 32, estime que « la loi 1905 joue parfaitement son rôle, alors pourquoi ce nouvel arsenal juridique fait pour briser l'expression des citoyens, arrêtons de détruire le service public ».

Les signataires d'un communiqué commun, [ATTAC du Gers - Libre Pensée du Gers - CGT du Gers - Ligue des Droits de l'Homme du Gers - FSU du Gers - Solidaires du Gers], concluent : « Cette loi privilégie un traitement répressif et autoritaire des phénomènes qu'elle prétend combattre. Elle ne contient aucune proposition positive pour améliorer la laïcité, la démocratie et la République. Elle entrave la liberté de tous les cultes, rompant avec la loi de 1905, et les libertés en général. Appliquer les lois existantes dans leur totalité permettrait de lutter contre les atteintes aux principes de la République et à la laïcité sans recours à de nouvelles mesures liberticides. La République ne s'impose pas à coup de matraque. Pour toutes ces raisons, nous considérons que ce projet de loi ne respecte pas les principes républicains mais qu'au contraire, il les bafoue ».